Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Profond malaise à l'occasion du 60e anniversaire d'Israël

Par Jean Shaoul
Mondialisation.ca, 22 mai 2008
WSWS 22 mai 2008

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Politique et religion

Aujourd'hui, conformément au calendrier hébraïque, Israël célèbre le 60e anniversaire de sa fondation. A l'occasion de cet événement, les dirigeants du monde participeront à une conférence internationale se déroulant à Jérusalem du 14 au 16 mai, date effective de la création d'Israël. Seront présents, le président des Etats-Unis, George W. Bush, l'ancien président de l'Union soviétique, Mikhail Gorbatchev, l'ancien secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, douze chefs d'Etat, les médias et les magnats industriels, Rupert Murdoch et le cofondateur de Google, Sergey Brin.

Les festivités officielles, parades aérienne et navale le long de la côte méditerranéenne, et sauts en parachute en masse, illustrent le caractère d'Israël comme Etat militarisé qui contrôle l'ensemble de la région pour le compte de l'impérialisme américain.

Malgré les festivités, aucun des commentateurs, ni à l'intérieur ni à l'extérieur d'Israël, n'a pu dissimuler le profond sentiment de malaise et de déception qui prédomine en Israël. De nombreux Israéliens étaient opposés à des festivités grandioses : une pétition organisée sur Internet appelant à la réduction des dépenses avait recueilli 90 000 signatures à la fin du mois de mars au lieu des 10 000 signatures escomptées initialement. En conséquence, le gouvernement fut obligé d'annoncer que 35 pour cent des 28 millions de dollars prévus au départ iraient à des projets éducatifs, d'infrastructure et de commémoration. Il y a dix ans, un budget de 70 millions de dollars avait encore été dépensé pour le 50e anniversaire.

Les commentateurs n'ont pu s'empêcher non plus de marquer le contraste entre ceci et la manière dont les Palestiniens des territoires palestiniens occupés, des sordides camps de réfugiés du Liban, de la Syrie et de la Jordanie et de la diaspora palestinienne considèrent cet événement.

Pour eux, la création d'Israël, qu'ils appellent la *Naqba*, ou catastrophe, est synonyme d'expulsion forcée et de fuite de plus de 700 000 Palestiniens de leurs terres et le début d'une vie d'exil et de pauvreté. Ils furent expropriés avec interdiction de retour. Aujourd'hui, ces premiers réfugiés et de leurs descendants ainsi que ceux qui devinrent des réfugiés après la guerre de 1967 sont au nombre d'environ 4,5 millions de personnes.

En raison de l'anniversaire d'Israël, les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza sont confrontés à trois jours de fermeture des frontières. Les employés de la fonction publique et les étudiants débrayeront à 11 heures pour rejoindre les rassemblements organisés en Cisjordanie et à Gaza. A midi, les sirènes retentiront pour marquer le début de deux minutes de silence.

Un nombre non négligeable de commentateurs a fait remarquer la différence d'avec les festivités du 50e anniversaire quand de nombreux Israéliens nourrissaient encore des illusions sur l'accord d'Oslo de 1993. Ils espéraient qu'il offrirait la possibilité d'un Etat palestinien tronqué et donc la paix avec les Palestiniens et leurs voisins arabes. Le magazine *Economist* a remarqué que l'avenir d'Israël était « aussi incertain qu'à n'importe quel autre moment de ses 60 ans d'histoire ». Michael Oren, historien israélien et collaborateur du groupe de réflexion au Centre Shalem, a posé de façon significative la question, « Combien de pays dans le monde se demandent s'ils existeront encore dans 20 ou 30 ou 50 ans ? La survie d'Israël n'est pas une question que nous pouvons tenir pour acquise. »

Plusieurs facteurs sous-tendent ce profond pessimisme.

L'échec de la guerre du Liban

Le résultat militaire non concluant de la guerre de 2006 au Liban fut une débâcle pour Israël et fit trembler l'élite dirigeante. La guerre n'était pas seulement censée éliminer le Hezbollah en tant que force militaire et politique significative. Sous le couvert de la « guerre contre le terrorisme », elle devait également promouvoir l'objectif stratégique de Washington en Asie centrale et au Proche-Orient, à savoir le contrôle des ressources pétrolières de la région en ciblant l'Iran.

Bien qu'ayant subi des pertes considérables, l'attitude de défi adoptée par le Hezbollah face au bombardement israélien, soutenu par Washington, et qui a entraîné la mort de plus d'un millier de personnes en en blessant bien davantage tout en détruisant une grande partie de l'infrastructure de base du Liban, a rehaussé sa réputation de par le Proche-Orient. Le gouvernement libanais, soutenu par les Etats-Unis, a par contre été considéré à juste titre comme un régime de type « collabo » de Washington.

La débâcle a montré qu'Israël n'était absolument pas préparé à mener une guerre contre une armée de guérilla munie d'armes conventionnelles. Ce qui met en évidence la faiblesse et la vulnérabilité non seulement de l'armée israélienne, des services du renseignement et de défense civile, mais aussi le manque de soutien populaire pour le militarisme promu par sa direction politique.

L'armée israélienne s'était habituée à mener des opérations de guerre de faible intensité contre les Palestiniens. Elle n'était ni prête, ni équipée et ni entraînée à mener des opérations au sol de grande envergure contre un adversaire militaire plus substantiel. De plus, une armée principalement de conscrits, constituée de jeunes gens et complétée par des réservistes plus vieux, comprenait beaucoup de soldats qui n'étaient pas d'accord avec cette guerre et qui ne voulaient pas combattre.

La défense civile israélienne (ses abris et ses provisions dans les villes situées au nord du pays ayant été la cible de tirs de roquettes du Hezbollah) avait presque entièrement disparu du fait de la privatisation, la déréglementation et les réductions financières, sans parler des versements de pot-de-vin et de la corruption. Alors que les citoyens qui disposaient de suffisamment d'argent et d'amis dans le sud pouvaient fuir, les pauvres et les personnes âgées se retrouvaient avec peu ou pas du tout de protection ou de provisions. La cruelle indifférence du gouvernement devant le sort de ses citoyens fut l'un des principaux facteurs de la mise en place, sous la pression populaire, de la commission d'enquête officielle Winograd qui a sévèrement critiqué la coalition gouvernementale Kadima-Parti travailliste

d'Ehoud Olmert sur sa conduite de la guerre.

Les relations avec les Palestiniens

La situation concernant les Palestiniens, tout en étant en apparence une « réussite » pour Israël, a suscité un grand mécontentement politique parmi les Israéliens.

Derrière l'écran de fumée du « processus de paix » parrainé par les Etats-Unis, et avec la duplicité du président Mahmoud Abbas de l'Autorité palestinienne, Israël a consolidé davantage encore son appropriation de terres en Cisjordanie. Le gouvernement a encerclé Jérusalem de colonies de peuplement qui rendront impossibles aux Palestiniens de vivre à Jérusalem ou de s'y rendre et encore moins d'en faire la capitale d'un éventuel Etat palestinien. Il a transformé la Cisjordanie en un assemblage d'enclaves disparates, confinant les Palestiniens à vivre sur 60 pour cent de la Cisjordanie alors que 40 pour cent se trouvent en dehors des limites en raison du soi-disant mur de sécurité, des installations militaires et des routes reliant les colonies de peuplement à Israël. 550 barrages routiers rendent les déplacements presque impossibles et détruisent l'économie.

Dans le même temps, Israël a fait la guerre contre les habitants de la bande de Gaza, a assassiné ses adversaires, tué des centaines de Palestiniens et infligé une punition collective cruelle et illégale à l'ensemble de la population. Israël a assiégé Gaza pour affamer les Palestiniens jusqu'à leur soumission. Les réductions de 70 pour cent de l'approvisionnement en énergie ont entraîné des coupures de courant, des perturbations dans l'approvisionnement en eau potable et ont fait que 30 millions de litres d'eaux d'égout par jour sont déversés sur les plages de Gaza. Il y a deux semaines, l'Office de secours des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) a dû cesser pendant plusieurs jours la distribution des produits alimentaires après que ses véhicules ont manqué de carburant. Plus de 80 pour cent de la population de Gaza dépend de l'aide humanitaire, 1,1 million de personnes reçoivent de l'aide alimentaire de l'ONU.

Une fois de plus, cependant, les actions inhumaines et illégales menées par Israël à l'encontre des Palestiniens ont servi à renforcer le soutien pour le Hamas et l'islam politique et ont écoeuré la majorité des Israéliens qui veulent une solution pacifique avec les Palestiniens.

Les divisions sociales

Le dernier, et de loin le facteur le plus important, du malaise public qu'a suscité le 60e anniversaire est la croissance phénoménale des écarts sociaux qui se sont creusés en Israël du fait de la politique de libre marché appliquée par les gouvernements successifs. Les privatisations, la réforme des retraites, des services sociaux, les réductions des dépenses publiques et des impôts, et la dérégulation ont transformé en cauchemar le rêve d'égalitarisme et de collectivisme, proclamé autrefois comme la raison d'être d'une terre nationale pour les Juifs.

L'économie d'Israël est totalement dépendante du soutien financier des Etats-Unis et d'accords commerciaux préférentiels. Ses technologies de pointe, la biotechnologie, l'industrie des nanotechnologies, les matériaux de haute qualité, l'énergie renouvelable et les armes visent les Etats-Unis et l'Europe. La croissance économique qui a été de plus de 3 pour cent par an durant ces quatre dernières années ne profite pourtant en Israël qu'à une faible minorité. Le coefficient de Gini qui mesure l'inégalité des revenus a augmenté de

façon constante, ce qui fait d'Israël un des pays les plus inégaux parmi les pays développés.

Un rapport publié en février dernier par l'Institut national d'Assurance montre que 20 pour cent des familles vivent sous le seuil de pauvreté. Des mesures prises pour forcer les gens à ne plus dépendre de l'aide sociale et à les pousser vers l'emploi ont fourni aux employeurs un nouveau réservoir de main-d'œuvre bon marché au point que durant ces cinq dernières années la proportion de travailleurs pauvres (des familles dont au moins un membre travaille) a augmenté d'un tiers. Le taux de pauvreté des enfants a augmenté pour atteindre 36 pour cent l'année dernière en raison en partie des modifications apportées au système d'aide sociale.

Les pressions financières touchent aussi les groupes à revenu moyen. Devenir propriétaire est de plus en plus difficile. En 2006, le nombre de nouveaux prêts immobiliers avait baissé de 50 pour cent par rapport à 2003. Les bureaux de conseil aux citoyens seraient remplis de gens issus des classes moyennes en quête de conseils juridiques et financiers. Comme le disait Yuval Elbashan, directeur adjoint de Yedid, un réseau de groupes de citoyens, « Les pauvres n'ont pas de budget à gérer. »

C'est parce qu'Israël est tellement tributaire des subventions de Washington que la situation va sérieusement s'aggraver au fur et à mesure que la crise économique se manifestera pleinement sur le budget américain.

En plus de la polarisation sociale croissante, Israël est divisé selon des critères ethniques, religieux et idéologiques. Vingt pour cent de la population israélienne sont des Arabes qui sont traités comme des citoyens de seconde classe. Leurs parents réfugiés ne peuvent retourner en Israël, alors que les Juifs vivant à l'étranger obtiennent automatiquement la citoyenneté israélienne. Il est pratiquement impossible pour des Israéliens arabes de trouver un emploi dans les industries dites « stratégiques » telles l'électricité et l'eau ou de louer des terres du Fonds national juif malgré un jugement de la Cour suprême d'Israël en leur faveur. Leurs villes et villages reçoivent moins de soutien financier public.

Les commentateurs israéliens ne cessent de lancer des avertissements sinistres au sujet d'une bombe à retardement démographique. Le taux de naissance plus élevé parmi les Palestiniens israéliens et ceux de Cisjordanie et de Gaza signifie que dans vingt ans il y aura plus de Palestiniens que de Juifs en Israël et dans les territoires occupés, menaçant ainsi le caractère juif de l'Etat et qui est d'une importance capitale pour le sionisme.

Il y a également des conflits croissants entre les Juifs religieux et laïcs dans un pays où les autorités religieuses contrôlent de nombreux aspects du droit civil tel la citoyenneté, le mariage et le divorce. Les partis orthodoxes d'extrême droite et ceux qui sont les porte-parole des colons et qui jouent un rôle clé dans la composition des gouvernements de coalition, cherchent à imposer les dictats des lois religieuses juives à des domaines de plus en plus vastes de la vie sociale.

Comparés aux Juifs d'Europe, les Juifs dont les familles sont originaires du Proche-Orient ou d'Afrique du Nord sont également traités comme des citoyens de seconde classe. Parmi le million d'immigrés venus de Russie, l'on compte plus de 300 000 immigrés non Juifs. La polarisation sociale croissante et la désorientation politique ont fait qu'un mouvement néonazi propre à Israël s'est constitué parmi ces couches. Au cours de ces deux dernières années l'on a dénombré 500 attaques de civils et d'actes de mauvais traitement, l'on recenserait d'ailleurs plusieurs centaines de jeunes néonazis en Israël. Il y a quelques

semaines, quatre jeunes immigrés russes furent condamnés à des peines allant de 18 mois à quatre ans de prison pour avoir agressé et proféré des insultes racistes contre des Juifs ultra-orthodoxes et des sans-abri tout en se filmant mutuellement. Quatre autres membres de la bande comparaissent sous des accusations identiques.

Ce développement social et politique a miné le pilier central du sionisme, à savoir sa revendication pour une unité politique nationale contre tous ceux suspectés d'être les « ennemis » externes du peuple juif. En tant que tel, ce développement est une menace envers la stabilité politique et sociale du pays.

Certaines des institutions les plus importantes d'Israël sont soumises à des pressions. Le rôle d'auxiliaire de l'impérialisme américain joué par Israël entraîne des dépenses militaires de plus en plus importantes et un conflit continu avec ses voisins, notamment l'Iran et les Palestiniens. Mais on assiste de plus en plus à un manque d'enthousiasme à s'engager dans l'armée. Un quart des jeunes gens et des jeunes femmes, bien qu'ayant été appelés à faire leur service militaire, cherchent à s'y soustraire invoquant des raisons d'ordre moral ou de santé. Un nombre croissant de réservistes refuse de combattre pour raisons d'ordre moral.

L'agitation politique et les conflits sociaux se multiplient en Israël. Le gouvernement est le représentant d'une élite financière corrompue et vénale. Il est largement méprisé et les sondages d'opinion révèlent un taux de satisfaction de moins de 10 pour cent pour le premier ministre Olmert. Olmert est lui-même visé par trois enquêtes de justice pour corruption et pourrait être mis en accusation sitôt la fin des festivités du soixantième anniversaire. Des élections anticipées seraient alors inévitables.

On est bien loin de l'avenir économique sûr que le rêve sioniste semblait proposer au peuple juif il y a de cela soixante ans. C'est ce qui sous-tend la déception grandissante vis-à-vis d'Israël aujourd'hui.

Un certain nombre de facteurs ont conduit les travailleurs israéliens à s'identifier à l'Etat sioniste, notamment l'Holocauste et l'encerclement d'Israël par des régimes hostiles et despotiques. En dépit de cela, il y a toujours eu, et quelle que soit la confusion au sein de la classe ouvrière, une opposition contre l'oppression des Palestiniens et le désir de paix avec leurs voisins arabes. Dans la période à venir, ces sentiments augmenteront au fur et à mesure que les différences de classe s'accentueront dans la société israélienne.

De tels objectifs de même que des niveaux de vie décents pour tous les citoyens israéliens ne pourront être obtenus que par l'unité de la classe ouvrière arabe et juive et en surmontant les divisions ethniques, religieuses et nationales qui sont encouragées par la bourgeoisie. Ceci requiert une lutte commune contre les élites dirigeantes israélienne et arabe et la construction des Etats socialistes unis du Proche-Orient. Le Comité international de la Quatrième Internationale s'efforce par le biais du *World Socialist Web Site* d'établir la direction qui accomplira cette tâche historique.

Article original en anglais, WSWS, paru le 8 mai 2008.
Copyright WSWS.

La source originale de cet article est WSWS
Copyright © Jean Shaoul, WSWS, 2008

Articles Par : Jean Shaoul

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca